



Section du Bassin minier –

26.01.2018

Centre Hospitalier: la chirurgie ne doit pas fermer !

Pierre Dharreville, député PCF des Bouches-du-Rhône, interpellait récemment Mme **Agnès Buzyn**, ministre de la Santé, sur la situation des hôpitaux en ces termes: « *Madame la ministre, la situation de l'hôpital public inquiète. Partout, on entend parler de fermetures d'hôpitaux de proximité, de déficits abyssaux, de suppressions de services, de lits ou de postes, de gel des investissements, de sous-traitance massive. Nous avons dépassé la cote d'alerte, et partout des mobilisations se font jour. Un projet ambitieux pour l'hôpital ne pourra pas se passer de financements à la hauteur. Il faut donc en finir avec les politiques de compression des dépenses, engagées depuis si longtemps et encore présentes dans le budget pour 2018. Il faut investir une plus grande part des richesses dans la santé. Les groupements hospitaliers de territoire – GHT –, les plans de retour à l'équilibre ou encore l'ampleur inquiétante des virages ambulatoires ne sont que les conséquences du manque de moyens, qui dessinent à terme un système low cost tandis que le secteur marchand essaye d'exploiter la faiblesse de l'offre publique. Comme des millions de patients et de personnels de notre pays, nous défendons une conception solidaire, affirmant que la santé ne doit pas être une marchandise mais un droit précieux, et qu'il n'y a pas de dividendes à gagner sur nos soins...»*

Notre Centre Hospitalier n'est pas le seul à être frappé durement par la politique de santé du gouvernement. Comme nous le disions récemment le COPERMO (*Comité interministériel de la performance et de la modernisation de l'offre de soins*) exige le retour à l'équilibre financier, mais le « déficit » a été fabriqué par la mise en place de la Tarification à l'activité (T2A). En réalité le pouvoir en place (Macron, Philippe, Gauvain) veut poursuivre la réduction de l'offre publique de soins et favoriser les établissements privés: le groupe privé SOS Santé, propriétaire depuis décembre 2015 de l'Hôtel-Dieu, l'Hôpital privé (anciennement Clinique) Saint-Marie de Chalon-sur-Saône et le Centre Orthopédique de Dracy-le-Fort.

Après la chirurgie...les urgences ?

L'Agence Régionale de Santé, dans son communiqué du 9 janvier, affirme le maintien des urgences dans le cadre d'une nouvelle organisation des soins. Mais l'ARS ne précise pas les modalités de prise en charge des patients: 24h/24h ? Tous les jours? Sans la chirurgie, les urgences ne pourrons pas assurer le traitement des patients, ils seront transférés vers d'autres hôpitaux éloignés, avec toutes les conséquences qu'on peut imaginer! L'ARS ne parle pas non plus du service mobile d'urgence et de réanimation (SMUR)!

Contre la poursuite du démantèlement de notre Centre Hospitalier

Pour le maintien et le développement de la chirurgie : amplifions le mouvement !

Seule une action massive et déterminée peut inverser la tendance, sauvegarder une offre globale de soins de qualité et de proximité et favoriser l'emploi, notamment industriel, dans notre Bassin minier.